

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

TO/YH

Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire

Procès-verbal de la réunion du 25 juin 2010

ORDRE DU JOUR :

Visite au réseau Objectif Plein Emploi

*

Présents : M. Alex Bodry, M. Félix Eischen, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. Mill Majerus remplaçant M. Marc Lies, M. Marcel Oberweis remplaçant M. Marc Spautz

Mme Maggy Nagel, Bourgmestre de Mondorf
M. Jeannot Belling, le Président du CIGR Kanton Remich

MM. Romain Biever, Romain Binsfeld, Administrateurs délégués d'Objectif Plein Emploi accompagnés de responsables de projets

Mme Paulette Lenert, Département ministériel de l'Economie solidaire

Mme Francine Cocard, M. Timon Oesch, Administration parlementaire

Excusés : M. André Bauler, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Léon Gloden, M. Jacques-Yves Henckes, M. Claude Meisch, Mme Lydia Mutsch, M. Robert Weber

*

Présidence : M. Alex Bodry, Président de la Commission

*

Visite au réseau Objectif Plein Emploi (OPE)

Après quelques mots de bienvenue, l'objectif de la présente rencontre est rappelé : il s'agit d'informer la commission parlementaire compétente des projets d'économie solidaire en cours ou en préparation et de la sensibiliser concernant tant l'utilité de ces projets que les différences entre ces projets et les initiatives sociales pour l'emploi.

La récente actualité politique communale à ce sujet est critiquée. Il est rappelé que l'objectif des entreprises d'économie solidaire diffère à l'essence de celui des initiatives pour l'emploi. Ces dernières se limitent à prendre en charge des personnes qui ne sont pas « prêtes » à trouver un emploi pour leur offrir une expérience de travail limitée dans le temps et leur permettre de trouver leur place sur ce « premier marché du travail ». Ainsi, les initiatives pour l'emploi servent avant tout de cadre de formation et de préparation pour les personnes à accompagner, de façon à les habituer au monde du travail. Les entreprises d'économie solidaire, quant à elles, accueillent des personnes désireuses de travailler mais exclues du marché du travail en raison de la situation économique et ont pour but principal d'offrir un cadre de prestation de services durable au bénéfice de la communauté.

L'accord gouvernemental de 2009 est cité comme première grande avancée pour les entreprises d'économie solidaire au Luxembourg.¹

Invité à prendre la parole, M. le Président de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire donne à considérer, entre autres, que rien ne s'oppose à ce qu'une commune crée sa propre initiative pour l'emploi tout en soutenant des projets de l'économie solidaire. Il clôt son intervention en informant l'assistance qu'en juillet prochain la commission parlementaire prendra une première fois connaissance de l'état d'avancement des travaux du nouveau département ministériel de l'Economie solidaire.²

Cette première étape de la rencontre dans la boutique « Vitrine » à Mondorf-les-Bains, accompagnée d'explications sur ce projet d'économie solidaire,³ se termine par la visite des locaux. Une documentation sur le réseau OPE,⁴ l'économie solidaire en général et différents de ces projets est remise à chaque député.

La rencontre se poursuit par un déplacement dans les jardins « Kalendula » à Altwies.

Lors d'une visite guidée des terrains cultivés, les membres de la commission s'intéressent plus particulièrement aux liens entretenus avec les communes qui soutiennent le projet (création de jardins communaux ou de jardins d'école). Il est souligné qu'à part la sensibilisation à l'environnement naturel en collaboration notamment avec les écoles, une fonction importante du jardin est la préservation de la diversité biologique des légumes et la conservation d'anciennes variétés de légumes. Certains chefs de cuisine appuient ce travail en ayant recours à cette offre très spécifique. Des plantes indigènes sont également cultivées et mises à disposition pour des replantations.

La sensibilisation à l'environnement et le développement durable a lieu via des coopérations avec des acteurs des secteurs public, associatif et privé qui travaillent dans le domaine de l'environnement.

Cette visite se termine par la plantation d'un arbre de l'économie solidaire par M. le Président de la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire et la représentante du Ministère.

Pour clôturer la rencontre, les responsables d'autres projets d'économie solidaire présentent leurs projets aux députés. Citons notamment le projet d'une épicerie solidaire à Pétange dont l'ouverture est prévue pour l'été 2010 et qui entend soutenir activement la pratique d'échanges non-monnaïres. D'autres projets se situent dans le domaine culturel et sont portés par le Centre d'Initiative et de Gestion Sectoriel (CIGS) Archipel de l'OPE⁵ comme par

¹ Voir annexe à ce procès-verbal

² Voir procès-verbal de la réunion du 22 juillet 2010

³ Voir brochure en annexe à ce procès-verbal

⁴ Voir également le site Internet du réseau : www.ope.lu et la présentation en annexe à ce procès-verbal

⁵ Voir présentation en annexe

exemple la « Konschkëscht », ⁶ les « Sentiers rouges », ⁷ l' « Ile aux Clowns », ⁸ le théâtre forum ⁹ ou bien « Les Ateliers » avec entre autres son « Okkasiounsbuttik » ¹⁰. Le projet Go4Lunch, ¹¹ qui regroupe une série d'activités liées à la promotion d'une nourriture saine et du développement local durable, est également évoqué. Ce projet consiste notamment dans un service traiteur qui offre une restauration rapide mais de bonne qualité.

Les projets présentés ont pour dénominateur commun qu'il s'agit de prime abord de produits, travaux et services qui ne sont pas proposés par des entreprises traditionnelles. Les responsables soulignent par ailleurs qu'ils cherchent à coopérer avec les entrepreneurs et de compléter utilement leur offre. Ils tiennent à rappeler que le financement des entreprises de l'économie solidaire, qui comptent aussi sur le bénévolat de nombreux intervenants, n'est pas assuré exclusivement par des fonds publics. La diversification des sources de revenus est activement recherchée.

Luxembourg, le 10 août 2010

Le Secrétaire,
Timon Oesch

Le Président,
Alex Bodry

Annexes :

- 1) Extraits du Programme gouvernemental 2009 (2pp) ;
- 2) Brochure « D'Vitrin » (4pp) ;
- 3) Présentation du réseau Objectif Plein Emploi (4pp) ;
- 4) Présentation du CIGS Archipel asbl (4pp) ;
- 5) Présentation du projet « Théâtre Forum » (4pp).

⁶ www.konschkesch.lu

⁷ <http://sentiersrouges.cig.lu>

⁸ www.ileauxclowns.lu

⁹ Voir présentation en annexe

¹⁰ www.okkasiounsbuttik.lu

¹¹ <http://shop.go4lunch.lu/>

g. Travailleurs à capacité de travail réduite

La loi relative aux travailleurs à capacité de travail réduite sera retravaillée sur base des travaux préparatoires du Gouvernement précédent.

h. Travailleurs handicapés en ateliers protégés

Le Gouvernement soutiendra activement la création et le développement de structures adaptées aux besoins spécifiques des travailleurs handicapés qui ne sont pas ou pas encore à même d'intégrer le marché du travail.

Afin d'assurer le plein emploi des travailleurs handicapés en structure protégée, le Gouvernement favorisera prioritairement la mise en place d'une plateforme d'achat et de vente commune à tous les ateliers protégés, afin d'assurer la visibilité des produits et surtout leur écoulement régulier.

i. Interaction entre les initiatives sociales pour l'emploi et l'économie solidaire

Si d'une part l'économie solidaire telle qu'elle est pratiquée actuellement au Luxembourg se fonde sur les initiatives sociales pour l'emploi et si d'autre part il restera toujours des interférences entre ces deux notions, le Gouvernement est d'avis que suite à la mise en vigueur de la loi du 3 mars 2009 relative au rétablissement du plein emploi, il convient de réglementer les activités de l'économie solidaire proprement dite.

La loi du 3 mars 2009 relative au rétablissement du plein emploi sera définitivement applicable pour le 1^{er} janvier 2010 et ne permettra plus de financer par le biais du Fonds pour l'Emploi que les missions consacrées par la loi dans l'intérêt de l'accompagnement des demandeurs d'emploi encadrés.

Comme la loi est déjà entrée en vigueur en 2009 et vu les errements du passé, le différentiel dit économie solidaire, concernant certains frais de superstructure personnelle et d'infrastructure, qui pourrait être constaté pour l'une ou l'autre initiative sociale pour l'emploi pour 2009, et qui risquerait d'acculer ces initiatives devant un déficit substantiel mettant en cause la viabilité de l'initiative, sera couvert de façon exceptionnelle par le Fonds pour l'Emploi pour l'année 2009.

Le Gouvernement élaborera un projet de loi sur l'association d'intérêt collectif.

Un groupe de travail sera mis en place afin de réfléchir sur les modalités éventuelles de la prise en charge du financement de l'économie solidaire proprement dite.

s'agira également de tenir compte des nouvelles dispositions en matière d'immigration et d'intégration des étrangers, de personnes handicapées et de politique de l'emploi.

Le projet de loi 6021 sur le surendettement vise à introduire en droit luxembourgeois le concept de la faillite civile et du rétablissement personnel. Le Gouvernement veillera à une adoption rapide du projet en question.

Le projet de loi 5830 organisant l'aide sociale sera soumis au second vote constitutionnel de la Chambre des Députés.

Le Gouvernement poursuivra ses efforts pour doter le pays de capacités d'accueil suffisantes en vue d'offrir un hébergement à des personnes en précarité de logement tout en évitant une certaine « ghettoïsation ». Ainsi, il veillera à régionaliser les structures et à créer des unités à capacité restreinte et à taille humaine qui s'intègrent dans le contexte local.

Pour répondre à la pénurie de logements à prix abordables, le Gouvernement poursuivra la mise en place d'une agence immobilière sociale, cet instrument devant compléter les mesures existantes. L'agence gérera un immeuble au nom et pour le compte du propriétaire, auquel est garanti un loyer mensuel modéré. Le logement est mis à la disposition de personnes en situation de détresse et sélectionnées sur base de critères objectifs. En collaboration avec les travailleurs sociaux, une guidance des locataires sera mise en place.

La crise économique ne fait qu'accroître la pression sur certaines personnes à faible revenu, endettées ou ayant perdu une part de leur revenu et souvent cette situation se reflète au niveau d'un déséquilibre alimentaire qui touche en première ligne les enfants et les adolescents. Le Gouvernement a l'intention de créer une épicerie sociale, assurant aux personnes en détresse une source d'approvisionnement alimentaire. Les conditions d'accès ainsi que les modalités de fonctionnement seront fixées de façon à répondre à l'objectif visé.

[Le Gouvernement, en concertation avec les acteurs concernés, procédera à l'élaboration d'un statut spécifique de l'entreprise œuvrant selon les règles de l'économie solidaire et définira les conditions à remplir pour bénéficier des avantages liés à ce statut.

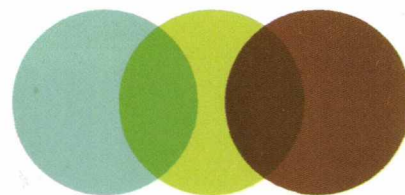
6. La politique familiale

Dans le domaine de l'accueil extra-scolaire, il est convenu d'élargir le dispositif des chèques-services et donc la gratuité partielle des prestations éducatives. Le système s'est appliqué dans une première phase, avec le concours des communes, à l'accueil des enfants dans les maisons relais, les foyers de jours, les crèches, les garderies et les internats. Le Gouvernement prévoit d'étendre le système avec le concours actif des communes, ainsi qu'avec la coopération des organisations non gouvernementales œuvrant dans le domaine de l'accueil éducatif, social et thérapeutique et des assistants parentaux agréés.

Dans ce contexte et pour assurer un nombre suffisant de places au sein des structures d'accueil, crèches, garderies et maisons relais, le Gouvernement procédera, en étroite concertation avec les communes, à l'élaboration d'un Plan d'action pour la garde des enfants.

Le Gouvernement soutient la collaboration et la cohérence éducative entre l'école et les maisons relais tout en maintenant leur spécificité éducative respective. Il est évident qu'une collaboration étroite entre les maisons relais et l'école fondamentale est indispensable.

D'VITRIN



UN PROJET DU CIGR KANTON RÉIMECH – NEWSLETTER N°01

D'Vitrin est un lieu de rencontre, d'informations et de partage de savoirs en rapport avec les thèmes dont traitent nos projets et activités.

C'est un local qui est ouvert à toutes et à tous et qui invite les habitants de la région à se réunir et à tisser des liens de convivialité et de solidarité.

Les thèmes de nos activités touchent au développement socio-économique des communes, à l'éducation à l'environnement et au développement durable, à la solidarité entre les générations.

Vous y trouvez:

- des informations sur les réalisations d'**aménagement**s

publics du CIGR Kanton Réimech asbl

- l'accueil du **service de proximité d'Wullmais**, une assistance à domicile pour personnes de plus de 60 ans et/ou personnes dépendantes
- des informations sur **Kalendula**, nos jardins solidaires, un projet d'éducation à l'environnement et au développement durable
- notre boutique de vêtements récupérés **Kleederbuttäck**, une valeur ajoutée pour des vêtements récupérés
- le **Computereck** (coin

ordinateur), revalorisation d'ordinateurs récupérés et accès internet en libre service

Heures d'ouverture:

Mardi, jeudi, vendredi:

10h00 – 18h00

Mercredi: 13h00 – 19h00

Samedi: 09h00 – 11h30

Vous trouvez votre *Vitrin* à Mondorf-les-Bains, 18, avenue François Clement. Pour de plus amples renseignements: Tél.: **27 07 69 1**

D'Vitrin ist ein Treffpunkt, wo die Projekte und Aktivitäten des CIGR Kanton Réimech der Öffentlichkeit vorgestellt werden.

Die Einrichtung steht allen offen und lädt die Bewohner der Region ein, sich zu **begegnen** und Wissen auszutauschen.

Unsere Aktivitäten beziehen sich auf die sozioökonomische Entwicklung der Gemeinden, auf Umwelterziehung und nachhaltige Entwicklung sowie Solidarität zwischen den Generationen.

Sie finden hier:

- Informationen zu **Gestaltungsarbeiten** des CIGR Kanton Réimech **im**

öffentlichen Raum;

- Die Beratungsstelle des **Nachbarschaftsdienstes d'Wullmais**, eine Unterstützung im Alltag
- für Menschen ab 60 und für hilfsbedürftige Menschen;
- Informationen zu **Kalendula**, unseren solidarischen Gärten, ein Projekt zur Umwelt- und Nachhaltigkeitserziehung;
- Unser **Kleederbuttäck**, Mehrwert für gebrauchte Kleidung
- das **Computereck**, wo Computer wiederverwendet werden

und freier Internetzugang angeboten wird.

Öffnungszeiten:

Dienstag, Donnerstag,

Freitag: 10.00 bis 18.00 Uhr

Mittwoch: 13.00 bis 19.00 Uhr

Samstag: 9.00 bis 11.30 Uhr

Die *Vitrin* finden Sie in Bad Mondorf, 18, avenue François Clement. Weitere Auskünfte erhalten Sie unter: Tel.: **27 07 69 1**

Kleederbuttéck

Nous voulons donner une **valeur ajoutée à des vêtements récupérés** pour **éviter le gaspillage** et participer au respect de l'environnement. Notre «atelier de couture» s'occupe de la remise en forme pour la vente et de la réalisation de créations à partir des textiles récupérés.

Vous pouvez soutenir ce projet en offrant au *Kleederbuttéck* vos vêtements en bon état. Le don et l'achat de vêtements utilisés vont dans le sens d'une consommation basée sur le fait de **réutiliser avant de recycler**. En complément à la vente, les vêtements sont réhabilités au profit d'actions de solidarité.

Venez fouiner dans notre Kleederbuttéck et trouvez de quoi vous habiller de façon originale et à prix modiques.

Heures d'ouverture:

Mercredi: 15h00 – 19h00

Vendredi: 12h00 – 17h00

Samedi: 09h00 – 11h30

Computereck

Les nouvelles technologies ont permis une accélération

rapide de la transmission et de la démocratisation des connaissances, mais les besoins de plus en plus exigeants dans ce domaine évoluent rapidement. Cette course à l'évolution entraîne un accroissement constant des déchets informatiques et risque par ailleurs de provoquer une «fracture numérique» au sein de la population.

Dans ce contexte, le «coin ordinateur» se propose d'une part de **remettre en service** et de **revaloriser des ordinateurs récupérés**, et d'autre part de remplir sa fonction de démocratisation de l'outil informatique au moyen de **formations individuelles ouvertes à tout public**.

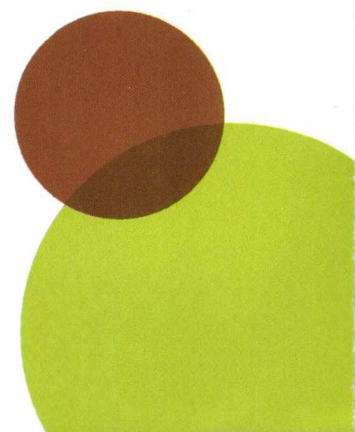
Le CIGR Kanton Réimech asbl

Le CIGR Kanton Réimech asbl est une association sans but lucratif créée en janvier 2001, membre du réseau Objectif Plein Emploi, et dont les objectifs découlent des principes de l'économie solidaire. Destiné à **améliorer le cadre de vie des citoyens**, tout en rétablissant le **lien social**, le CIGR Kanton Réimech vise également à **créer des emplois pérennes**. Le CIGR encourage la formation continue de ses salariés et collabore avec les forces vives du canton de

Remich afin de promouvoir ainsi le **développement local et durable** de la région. En ce sens, le CIGR s'applique plus particulièrement à mettre en pratique les principes du développement durable pour l'ensemble de ses projets d'environnement (aires de jeux, cours et jardins d'école, ...). De même, il s'investit dans des projets d'**éducation à l'environnement** (jardins solidaires *Kalendula*).

Le CIGR Kanton Réimech asbl est actif dans les communes de Burmerange, Dalheim, Lenningen, Mondorf-les-Bains, Schengen, Stadtbredimus, Wellenstein, ainsi que dans la Ville de Remich.

Les bureaux administratifs du CIGR Kanton Réimech se situent au 71, route du Vin, L-5405 Bech-Kleinmacher. Pour de plus amples renseignements: Tél 26 66 19 1 www.cig.lu



Kleederbuttéck

Wir möchten für gebrauchte **Kleidung einen Mehrwert schaffen, um Verschwendung zu vermeiden** und umweltfreundlich zu handeln. Unsere „Schneiderwerkstatt“ bessert die Kleidung aus und arbeitet gespendete Textilien zu neuen Kreationen um.

Sie können dieses Projekt unterstützen, indem Sie Ihre noch gut erhaltene Kleidung im *Kleederbuttéck* abgeben. Die Kleiderspende und der Kauf von gebrauchter Kleidung sind an einer Art des Konsums

ausgerichtet, der **zunächst auf Wiederverwendung und dann erst auf Recycling setzt**. Die Kleidung wird nicht nur verkauft, sondern auch zu solidarischen Zwecken aufgearbeitet.

Kommen Sie und stöbern Sie in unserer Kleederbuttéck. Hier finden Sie originelle Kleidungsstücke zu niedrigen Preisen.

Öffnungszeiten:

Mittwoch: 15.00 bis 19.00 Uhr

Freitag: 12.00 bis 17.00 Uhr

Samstag: 9.00 bis 11.30 Uhr

Computereck

Die neuen Technologien ermöglichen eine rasche Beschleunigung bei der Übertragungsgeschwindigkeit und bei der Ausweitung der Computer-Kenntnisse. Aber der Bedarf in diesem Bereich entwickelt sich schnell und die Ansprüche steigen. Der Entwicklungswettlauf führt zum konstanten Anwachsen des EDV-Mülls. Außerdem besteht die Gefahr, einer „digitalen“ Kluft in der Bevölkerung.

Vor diesem Hintergrund will das Computereck für die **Instandsetzung und Wiederverwertung von**

Inscription

Je souhaite régulièrement être tenu au courant de l'actualité concernant *D'Vitrin*.

Veillez m'envoyer la newsletter

☐ Par courrier postal ☐ Par courrier électronique (e-mail)

Prénom, nom

Adresse

E-mail

Téléphone

Prière de renvoyer le coupon d'inscription par voie postale, fax ou e-mail au CIGR Kanton Réimech asbl

71, route du Vin, L-5405 Bech-Kleinmacher. Fax: 26 66 19 940 E-mail: remich@cig.lu

Rechnern sorgen. Außerdem stellt es sich die Aufgabe, über **individuelle Schulungen, die jedermann offen stehen**, EDV-Kenntnisse weiter zu verbreiten.

CIGR Kanton Réimech asbl

Das CIGR Kanton Réimech asbl ist eine Vereinigung ohne Gewinnzweck und wurde im Januar 2001 gegründet. Es ist Mitglied des Netzwerks Objectif Plein Emploi und seine Ziele ergeben sich aus den solidarwirtschaftlichen Prinzipien. Das CIGR Kanton Réimech hat die

Zielsetzung, **die Lebensqualität der Bürger zu verbessern**, und den **sozialen Zusammenhalt** wiederherzustellen. Dabei schafft es auch **dauerhafte Arbeitsplätze**. Das CIGR ermuntert seine Mitarbeiter zur Weiterbildung und arbeitet mit den gesellschaftlich engagierten Kräften des Kanton Remich zusammen, um so die **lokale und nachhaltige Entwicklung** der Region zu fördern. In diesem Sinne bemüht sich das CIGR insbesondere darum, die Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung bei allen Umweltprojekten umzusetzen (z. B. bei Spielplätzen, Schulhöfen oder

Schulgärten). Genauso engagiert sich das CIGR für Projekte zur **Umwelterziehung** (Kalendula, die solidarischen -Gärten).

Das CIGR Kanton Réimech asbl ist in den Gemeinden Bürmeringen, Dalheim, Lenningen, Bad-Mondorf, Schengen, Stadtbredimus, Wellenstein sowie in der Stadt Remich aktiv.

Die Verwaltungsräume des CIGR Kanton Réimech finden Sie unter folgender Adresse: 71, route du Vin, L-5405 Bech-Kleinmacher. Weitere Auskünfte erhalten Sie unter: Tel. 26 66 19 1 www.cig.lu



Anmeldung

Ich möchte regelmäßig über Neuigkeiten zu *D'Vitrin* informiert werden.

Bitte senden Sie mir den Newsletter zu.

☐ Per Post

☐ Per E-Mail

Vorname, Name

Adresse

E-Mail

Telefon

Bitte senden Sie den Anmeldeschein per Post, Fax oder E-Mail an das CIGR Kanton Réimech asbl

71, route du Vin, L-5405 Bech-Kleinmacher. Fax: 26 66 19 940 E-Mail: remich@cig.lu



Réseau

**Objectif
Plein
Emploi**

Annexe 3

Présentation du réseau Objectif Plein Emploi

Introduction

Au bout de 15 ans d'activités dans le domaine socio-économique, les responsables de l'Action Sociale pour Jeunes (ASJ) en collaboration avec l'OGB-L avaient décidé de créer un organisme capable de s'attaquer à la problématique du chômage avec une stratégie qui devait, de par sa dimension politique, s'appliquer de manière systématique au niveau national. Ainsi, Objectif Plein Emploi asbl (OPE) a été créé le 1^{er} janvier 1999. Ses missions sont la mise en place de projets de développement local et durable, d'intérêt général et la création de nouveaux emplois.

L'association atteint ces objectifs via la création de «centres d'initiative et de gestion». Ces structures locales (CIGL), régionales (CIGR) ou sectorielles (CIGS) rassemblent des élus locaux, associations commerciales, offices sociaux, syndicats et la population civile en vue de promouvoir une démarche socio-économique, qui relève de l'économie solidaire. Les projets ainsi réalisés sont spécialement adaptés aux territoires qu'ils couvrent et tiennent compte des besoins et ressources de chaque région.

Le fonctionnement d'Objectif Plein Emploi asbl

1. Le Centre de Ressources

2. Le réseau

1. Le Centre de Ressources Moulin Bestgen – véritable moteur de l'économie solidaire

Le Centre de Ressources Moulin Bestgen regroupe un pôle de services destinés à l'opérationnalité des associations membres du réseau ainsi qu'à la construction théorique et conceptuelle d'un cadre opérationnel pour l'économie solidaire.

Il a pour mission de guider et de conseiller l'ensemble du réseau en vue de la mise en œuvre de ses missions, c'est-à-dire améliorer la situation des populations et des communes dans les domaines de la création d'emplois, de la qualité de la vie, de la cohésion sociale et de l'égalité des chances pour tous.

A l'appui d'un développement durable et en échange permanent avec les structures locales, le Centre de Ressources élabore la stratégie du réseau:

- en développant de nouveaux champs d'activités
- en garantissant la qualité des services offerts
- en adaptant le réseau aux cadres législatifs pour concrétiser de nouvelles démarches au niveau communal, gouvernemental et européen
- en défendant les intérêts du réseau en tant qu'organisme fédérateur et représentatif
- en assurant les intérêts et valeurs en termes d'économie solidaire vis-à-vis des représentants gouvernementaux et partenaires financeurs

2. Le réseau OPE

Le réseau OPE est constitué d'une trentaine de CIG, centres d'initiative et de gestion qui opèrent au niveau local (CIGL), régional (CIGR), ou sectoriel (CIGS) et qui mettent en œuvre des projets pour améliorer la qualité de vie de la population locale et favoriser le lien social. Leur champ d'activité s'étend sur les domaines suivants:

- Promotion des liens sociaux
- Réduction du fossé numérique
- Créativité artistique et culturelle
- Développement durable
- Mise en valeur du patrimoine touristique
- Recherche et développement

Au sein de ce réseau œuvrent près de 1.250 personnes – 850 employés et 400 bénévoles – pour une même vision: des citoyens responsabilisés dans une société solidaire. En s'appuyant sur des valeurs comme la tolérance, le respect, la démocratie et l'entraide, ils s'investissent pour que chaque personne trouve sa position de droit dans la société.

Le partage des savoirs

1. La formation tout au long de la vie

2. L'éducation citoyenne

1. La formation tout au long de la vie

La formation tout au long de la vie et l'éducation citoyenne et solidaire sont au cœur de la responsabilité du réseau OPE. L'éducation solidaire a pour objectif d'amener les personnes à débattre et à choisir en citoyens responsables en leur proposant des choix et non en leur enseignant des choix.

OPE encourage tous les salariés à étendre en permanence leurs capacités personnelles et professionnelles en termes d'autonomie et de prise de responsabilités. Dans ce but, des partenariats de qualité ont été mis en place avec de nombreuses institutions, organismes et prestataires de formation. Depuis 1999, une étroite collaboration avec l'Administration de l'Emploi et les chambres professionnelles a été mise en place, qui permet aux associations du réseau d'accueillir en tant qu'employeur des apprentis dans le cadre des dispositions légales de l'apprentissage.

2. L'éducation citoyenne

L'éducation citoyenne vise à promouvoir le «vivre ensemble dans le respect». Chacun est détenteur de savoirs, chacun peut apprendre de tout le monde. Ces savoirs, échangés et partagés, permettent à tout et chacun d'évoluer et ainsi de cheminer vers un positionnement individuel où la libre pensée et le choix réfléchi sont au centre de la démarche. L'éducation citoyenne ne s'inscrit pas dans une transmission verticale des savoirs, mais dans une construction transversale.

L'économie solidaire vécue comme une responsabilité sociale

OPE a élaboré un système dans lequel chacun travaille et apprend, et cela dans un cadre qui est en adéquation avec ses besoins.

L'économie solidaire selon OPE – une solidarité vécue

• Le développement local durable

Grâce à la réalisation conséquente de projets locaux, le travail des CIG profite directement à la population en intervenant au cœur même de sa vie. A cet effet, une grande importance est accordée à la durabilité des projets. Ils sont réalisés en tenant compte de la qualité de vie d'aujourd'hui et celle des générations futures.

• Volontariat et partenariat

Le travail du réseau est assuré par l'engagement volontaire des citoyens et par un ensemble de partenaires composé de représentants de la vie politique, de la société, de l'économie privée ainsi que d'institutions nationales et internationales.

• Satisfaction des besoins négligés par la société

Au centre de chaque activité en économie solidaire se trouvent l'Homme et l'assouvissement de ses besoins. Il ne s'agit pas d'économies de profit pécuniaire, mais davantage de satisfaction conséquente des besoins tout en considérant l'intérêt commun.

• Financement mixte

De manière conséquente, une entreprise d'économie solidaire telle OPE repose sur une diversification de ses sources de revenus. L'état, en tant que responsable principal pour la préservation de l'intérêt général, contribue en grande partie au financement des projets, mais des revenus de sources privées, des dons, et des fonds européens, ainsi que des ressources locales viennent encore s'ajouter à la liste.

Un modèle de société sous le signe de l'intégration

Le modèle d'économie solidaire mis en avant par les collaborateurs d'OPE met l'accent sur la justice, la tolérance, le respect, la démocratie et le soutien mutuel. Il aide chacun à trouver sa place au sein de la société. Il s'agit donc d'un modèle prônant le changement de la société, qui encourage chacun à assumer une plus grande part de responsabilité pour lui-même et son entourage et à contribuer ainsi jour après jour à la prospérité et à la croissance de la société.

Les résultats

Au cours des 10 années de fonctionnement, 850 emplois à long terme ont été créés. 80% du budget global, c'est-à-dire de l'ordre de 70 millions d'euros, ont été injectés dans les coûts salariaux, 5 000 personnes ont été engagées dans le réseau pendant cette période. Il convient de ne pas oublier la contribution des 400 membres bénévoles du réseau sans lesquels le travail ne pourrait être réalisé.

Les objectifs pour les prochaines années

- Efforts visant à convaincre les autorités publiques d'adopter des approches innovantes dans le cadre de contrats publics
- Intégration des activités économiques, sociales et environnementales dans les contrats publics ordinaires
- Continuation dans le travail autour d'un statut et modèle pour les entreprises de l'économie solidaire, l'association d'intérêt collectif
- Mise en place d'une vitrine permettant à l'économie solidaire de se présenter: la Maison de l'ECOSOL
- Efforts visant à ce que le financement mixte soit régularisé par un Fonds de l'économie solidaire (FES) spécialement conçu à cet effet

Les coopérations

1. Au niveau national

2. Au niveau européen

3. Institut Européen de l'Economie Solidaire

1. Au niveau national

Le partenariat national est important pour maximiser l'impact des entreprises à l'échelle globale. Dans son action, OPE recherche constamment la collaboration avec les ministères, les administrations, les fédérations et les organismes de l'économie plurielle. Les objectifs sont la création de synergies, l'échange d'information et la transmission de savoir-faire, tout ceci dans le but de contribuer à l'orientation des politiques socio-économiques et de créer une société plus solidaire.

2. Au niveau européen

La stratégie européenne intègre des fondements du développement local. Elle tient compte également de réalités luxembourgeoises que sont l'aspect transfrontalier du marché de l'emploi luxembourgeois. Avant tout, cette union marque la volonté d'OPE de s'ouvrir au monde, de découvrir d'autres initiatives, d'échanger de bonnes pratiques, de comprendre les autres pour mieux les accepter, d'enrichir son patrimoine d'entreprise et son patrimoine commun de savoir-faire et de savoir-être. Les préoccupations de la Commission européenne se rapprochent de celles d'OPE et nombre de ses prérogatives et de ses communications sont donc adoptées au quotidien.

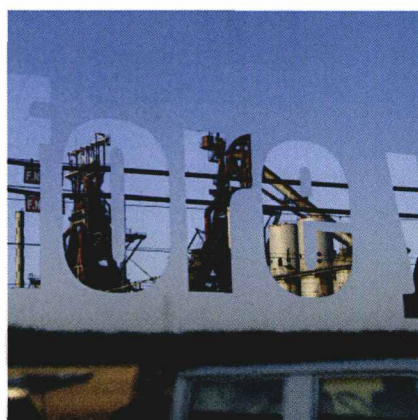
3. L'Institut Européen de l'Economie Solidaire (INEES)

INEES a été créé au Luxembourg en 1998, à la suite d'un partenariat européen très fructueux au sein d'EGLEI (European Group for Local Employment Initiatives) sur les questions de développement local et d'emploi, surtout dans une logique transfrontalière avec des partenaires belges, allemands et français.

Sa mission principale est d'œuvrer, au niveau européen, pour la promotion et la reconnaissance de l'économie solidaire, c'est-à-dire d'un 3^e secteur entre économie privée classique et économie publique. Cela passe par l'échange de bonnes pratiques et la recherche conceptuelle. Les efforts de mise en réseau seront très importants tant les acteurs et les travaux des chercheurs sont «éparpillés» aujourd'hui. La mise en commun des expériences et des travaux de recherche et écrits permettront de faire patrimoine. Ainsi les autorités publiques pourront mieux définir leurs politiques de soutien et de développement de ce «secteur».

La réflexion sur les «nouveaux indicateurs de richesse» entre dans cette logique et d'autres chantiers similaires seront menés sur le management des entreprises solidaires ou sur les statuts spécifiques adaptés à ce type d'entreprises par exemple.

OPE participe également à plusieurs réseaux européens et internationaux. Il est notamment un membre actif du Réseau International de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire qui a organisé du 22 au 25 avril 2009, au Luxembourg, le 4^e Forum international – Globalisation de la Solidarité, une rencontre qui a réuni plus de 600 participants du monde entier sur le thème «Les innovations de l'économie sociale et solidaire», ceci ensemble avec l'Institut Européen de l'Economie Solidaire, INEES, qui a également son siège au Moulin Bestgen à Schiffflange.



Le CIGS Archipel asbl, la culture pour et par la population

Le CIGS Archipel est la structure porteuse et le cadre nécessaire à la mise en place et la promotion des projets culturels du réseau OPE. Comme son nom l'indique, l'association est constituée de plusieurs îles ou îlots, chaque île constituant un projet différent.

La culture n'est pas une activité autonome, une fin en soi, mais une création de l'Homme révélatrice de son époque et de sa société. Bien plus qu'un but qui se suffit à lui-même, elle est un outil favorisant le développement et le renforcement de la cohésion sociale. Elle joue un rôle structurant et enrichissant dans notre société, où le bien-être de l'Homme, son épanouissement personnel et en collectivité sont le principal objectif. L'art et la culture sont un besoin vital contribuant à l'équilibre de l'Homme en société.

Archipel défend l'idée que la culture est partout, qu'elle est là où sont les Hommes, qu'elle n'est pas uniquement un plaisir réservé à une élite éclairée ou financièrement aisée, fonctionnant en circuit fermé. Elle appartient à tout le monde et tout le monde doit pouvoir participer à sa création et bénéficier de sa divulgation. Archipel contribue à rendre la culture accessible à tous et à donner la possibilité à chacun de participer à la création artistique.

A travers ses projets Archipel cherche

- à détacher le monde culturel de sa condition élitiste. Il est vital pour l'équilibre et l'enrichissement de la société et de la culture en elle-même, de soutenir et de croire en la capacité de chacun à avoir une perception et une imagination artistique,
- à ne plus aborder la population laissée en marge du monde culturel exclusivement sous l'angle social, car même si des besoins dans les domaines considérés prioritaires subsistent, cela ne doit pas mettre en cause le droit et l'aspiration à l'épanouissement dans d'autres domaines de la vie,
- à permettre à la population, non pas un accès passif à la culture, mais une participation active par des programmes d'apprentissage et de pratique dans la création.

Archipel se donne pour objectif de mettre en place des moyens concrets et durables pour permettre aux habitants de notre pays de devenir de véritables acteurs culturels.

Projets portés par le CIGS Archipel asbl

D’Konschkëscht

D’Konschkëscht est un micro-espace de diffusion d’art vidéo en réseau. Ces caisses de culture sont disposées à différents endroits publics et insolites de la Grande Région. L’objectif est d’offrir à de jeunes artistes émergents un espace de diffusion original et proche du public.

www.konschkesch.lu

Go4Lunch

Go4Lunch regroupe une série d’activités liées à la promotion d’une nourriture saine et respectueuse de l’environnement et du développement local durable. De la vente en ligne à la collaboration avec d’autres ONG et associations, en passant par des interventions dans des écoles et des garderies, il s’agit de sensibiliser la population jeune et moins jeune à privilégier une alimentation responsable et à développer une culture du goût.

Kalendula – le jardin solidaire

Kalendula est un projet d’éducation à l’environnement et au développement durable. Le jardin solidaire est un espace de rencontre intergénérationnel permettant à travers des exemples pratiques et des activités de sensibiliser petits et grands aux problèmes environnementaux et à l’importance du maintien de la biodiversité par la redécouverte notamment de plantes et légumes indigènes.

www.kalendula.lu

Sentiers Rouges

Sentiers Rouges – un projet culturel pour le territoire du Sud du Luxembourg – peut être vu comme une sorte de laboratoire, oeuvrant pour la région, en posant sur son patrimoine un regard critique à travers l’art. Ce projet a comme fil rouge de traiter la région sous toutes ses facettes : les aspects historiques, culturels et industriels du passé, du présent et du futur, et la diversité et la richesse de sa population. Le long des chemins pédestres reliant les gares des communes de la région, c’est un véritable lieu d’exposition à ciel ouvert qui attend les promeneurs. Ce projet constitue une excellente plate-forme pour la valorisation et le développement culturel et touristique de la région Sud du Luxembourg. Sentiers Rouges met l’accent sur les échanges culturels à plusieurs niveaux, permettant d’y associer plusieurs publics et d’aborder la région sous les angles les plus divers.

<http://sentiersrouges.cig.lu>

Ile aux Clowns

Le projet Ile aux Clowns est destiné à améliorer la qualité de vie des enfants hospitalisés et des personnes en maison de retraite ou de soins. A l’aide de jeux, de musique ou encore de numéros d’improvisation, les clowns exercent leur art pour rompre l’isolement et la monotonie en apportant sourires et bonne humeur à ceux à qui ils rendent visite.

www.ileauxclowns.lu

Les Ateliers

Le projet Les Ateliers a pour objectif d’associer création artistique et contemporaine aux pratiques et au savoir-faire traditionnel et artisanal. Les créations d’objets et de mobilier urbain sont basées et adaptées aux besoins du quotidien de la population et réalisées dans le respect du développement durable.

Les Ateliers comprend également le projet de magasin virtuel de vente de meubles et d’objets usagés via internet, l’Okkasiounsbutikk.

www.okkasiounsbutikk.lu

Contact

CIGS Archipel

4, rue de Dudelange
L-3630 Kayl
Tél.: 26 56 71 250
Fax: 26 56 71 268
E-mail: archipel@cig.lu

<http://archipel.cig.lu>



Théâtre Forum

Dossier de présentation

- Les origines
- Le principe
- Les objectifs
- Les enjeux du théâtre forum au Luxembourg
- Exemples de thèmes d'intervention
- Le porteur du projet: CIGS Archipel

) Les origines

Le théâtre forum est une technique de scène, mise au point dans les années 1960 par l'homme de théâtre brésilien Augusto Boal dans les favelas de São Paulo. Il s'agit d'une déclinaison de son travail sur le théâtre de l'opprimé, véritable projet à dimension politique et sociétale. En effet, le théâtre de l'opprimé vise à donner des outils d'émancipation et d'autonomie à la personne, pour l'aider à comprendre son environnement et agir sur son évolution. Imaginées dans un contexte de dictature militaire, ces pratiques se sont diffusées en Europe dans les années 1970. Elles ont acquis depuis une reconnaissance mondiale.

Aujourd'hui encore, le théâtre forum est un outil de développement répandu parmi des populations non-alphabétisées des pays du Sud (Asie et Afrique), mettant à profit la tradition orale et populaire qui permet de toucher un grand nombre de personnes afin d'aborder des sujets parfois tabous.

) Le principe

Le théâtre forum est un ensemble de pièces courtes sur un sujet donné qui offrent la possibilité aux spectateurs d'interagir avec les personnages de façon à influencer le déroulement de l'histoire.

Les acteurs commencent par rechercher des thèmes illustrant des situations problématiques de la vie quotidienne correspondant à la réalité économique, culturelle et sociale du public concerné. Cette recherche peut se faire en amont, de manière participative, avec le public visé.

Ensuite, après un travail de création et d'improvisation, les comédiens élaborent un scénario et écrivent une pièce de 15 à 20 minutes sur le thème retenu.

Ils la jouent une première fois sur les lieux de vie de la communauté à qui est destiné le message. À la fin de la pièce, les comédiens rejouent à nouveau les situations conflictuelles, mais cette fois le meneur de jeu, appelé aussi *joker*, invite le public à intervenir à des moments clé où ils pensent pouvoir dire ou faire quelque chose qui infléchirait le déroulement des événements. Les membres du public donnent des idées pour avancer, débloquer ou changer la situation en cours, puis ils sont invités à venir sur scène pour remplacer un personnage ou en ajouter un et tenter d'explorer des attitudes innovantes en prenant la place d'un personnage.

Le but n'est pas de trouver la solution unique à une question donnée, mais d'expérimenter collectivement des réponses possibles. L'histoire pourra en effet se poursuivre avec une issue différente, voire inattendue. Le théâtre forum permet, en faisant jouer des rôles aux spectateurs, d'ouvrir les perspectives, de se mettre à la place de l'autre, d'expérimenter les possibles, de mêler les différents points de vue et de les mettre en action.

) Les objectifs

Le théâtre forum favorise la participation citoyenne car il contribue à l'information et à la conscientisation des populations et permet à tout un chacun de développer son aptitude à exercer son rôle de citoyen.

Le théâtre forum crée des espaces de débat et suscite l'expression d'une opinion citoyenne. Cette forme de théâtre participatif ne recourt pas uniquement au langage parlé mais associe différentes formes d'expression artistique comme la musique, la danse, le mime, l'expression corporelle, etc., ce qui le rend plus facilement accessible à des publics variés.

La démarche offre également la possibilité d'écrire l'histoire à partir de témoignages recueillis auprès des publics, puis de les mettre en scène dans un genre réaliste, humoristique ou dramatiquement amplifié selon le cas. L'objectif à terme pourrait être de créer des ateliers de théâtre forum dans les écoles ou d'autres lieux intéressés, dans le but d'avoir un impact plus large.

Le théâtre forum met en scène des problématiques collectives de la vie quotidienne, non pas pour donner des réponses, conseiller ou orienter le débat, mais pour donner un support concret de réflexion et d'échange. C'est une démarche qui encourage le développement de la solidarité et qui permet à chacun de se réapproprier la politique et l'engagement citoyen.

) Les enjeux du théâtre forum au Luxembourg

Il ne fait aucun doute que le théâtre forum a toute sa place dans les pays développés car il permet de cristalliser des problèmes de société. Il vise ici la réappropriation de l'espace public par le citoyen: il valorise des démarches participatives adressées à tous les habitants, il leur donne la parole sur des enjeux de société et il permet aux politiques de mieux comprendre les préoccupations de leurs concitoyens.

Largement diffusé en Europe, notamment en France et en Belgique, la mise en place d'une troupe de théâtre forum constitue par contre une expérience originale et innovante au Luxembourg. Le théâtre forum s'adresse à tous les citoyens. Il permet de rapprocher l'art du grand public en favorisant une démocratisation de la culture.

Le projet s'inscrit par ailleurs dans une démarche de développement local. Il favorise le renforcement des liens entre des institutions culturelles et sociales et le public au sens large. Il contribue au mieux vivre ensemble ainsi qu'au développement du lien social en favorisant la rencontre entre des citoyens de tous âges et d'horizons sociaux divers, la découverte de *l'autre* et le dépassement des préjugés. Il favorise également l'entraide et l'échange de savoirs de par la création de nouveaux espaces de débat.

Dans un paysage de cohabitation entre plusieurs cultures et où la société de consommation mondialisée a tendance parfois à masquer voire nier la diversité, le théâtre forum est un outil des plus pertinents pour libérer l'expression critique du citoyen.

Cette forme de théâtre ne se cantonne pas à des salles de spectacles conventionnelles. C'est un théâtre de tous les univers, il peut voyager partout (écoles, entreprises, foyers d'accueil, maisons de retraite, lieux de sport et de culture, quartiers, places de village...) avec une infinité de sujets.

Le théâtre forum renonce ainsi à s'inscrire dans le paysage théâtral traditionnel pour servir directement les acteurs de la société, dans le but de favoriser l'esprit avisé, critique et d'émancipation. Il contribue à ramener le débat citoyen, par le biais de la culture, sur la place publique. De ce point de vue, le théâtre forum est un projet d'économie solidaire. Notre projet implique la création d'emplois ainsi que des programmes de formation continue spécifiques. Par cette démarche, nous entendons contribuer à la consolidation du rôle sociétal du métier d'acteur, mais aussi lutter contre la précarité de son statut de professionnel du spectacle.

) Exemples de thèmes d'intervention

- problématiques intercommunautaires, multilinguisme, cohabitation interculturelle
- thèmes de la discrimination au sens large
- problèmes d'écologie et de développement durable
- thèmes liés aux écoliers et lycéens: éducation, premières relations amoureuses et sexuelles, incivilités en classe, relations élèves-enseignants, etc.
- pratique des droits et devoirs en démocratie, citoyenneté, égalité des chances
- modèle économique dominant, conditions de travail
- commerce équitable, consommation responsable
- vie en communauté, dynamiques de débat et de développement local
- place et rôle de la culture, montage de projets culturels
- solidarité Nord-Sud, le sens à donner à la coopération
- ... et bien d'autres

) Le porteur du projet: CIGS Archipel

Archipel a.s.b.l. est une association membre du réseau Objectif Plein Emploi créée en mai 2005 et reconnue d'utilité publique. Elle a comme objet général la transformation des modes d'action culturelle afin de sensibiliser les publics à la citoyenneté active et de renforcer le lien social. Elle œuvre pour la mise en place de projets culturels ou socio-culturels, tant au niveau national qu'au niveau transfrontalier.

L'association s'engage dans le développement et la promotion de la culture dite de proximité et initie tout type de création, idée et concept neuf. Elle contribue au développement d'activités socialement et civiquement porteuses, tout en favorisant la création d'emplois.

Bien plus qu'un secteur qui se suffit à lui-même, la culture est un outil favorisant le développement et le renforcement de la cohésion sociale. C'est aussi la culture pour et par la population, au sens large: sciences, techniques, connaissances des arts, expression artistique, développement durable... C'est l'apprentissage d'une citoyenneté participative et critique. Elle appartient à tous et tout un chacun doit pouvoir participer à sa création et bénéficier de sa divulgation. Archipel contribue à rendre la culture accessible à tous et à donner la possibilité à chacun de participer à la création artistique.

Comme son nom l'indique, Archipel est constitué de plusieurs îles, chacune constituant un projet existant ou émergent.

À travers ses projets Archipel cherche

- à détacher le monde culturel de sa condition élitiste. Il est vital pour l'équilibre et l'enrichissement de la société et de la culture en elle-même, de soutenir et de croire en la capacité de chacun à avoir une perception et une imagination artistique,
- à ne plus aborder la population laissée en marge du monde culturel exclusivement sous l'angle social, car même si des besoins dans les domaines considérés prioritaires subsistent, cela ne doit pas mettre en cause le droit et l'aspiration à l'épanouissement dans d'autres domaines de la vie,
- à permettre à la population, non pas un accès passif à la culture, mais une participation active par des programmes d'apprentissage et de pratique dans la création, une consommation responsable et participative de la culture,
- à confirmer le rôle de la culture comme domaine porteur d'activités nouvelles, véhiculant l'économie solidaire, la création et l'invention d'emplois solidaires.

Archipel se donne pour objectif de mettre en place des moyens concrets et durables pour permettre aux habitants de notre pays de devenir de véritables acteurs culturels.

En raison des spécificités bien particulières de chaque projet, chaque île d'Archipel est régie par son propre comité de pilotage réunissant acteurs internes et partenaires externes.